

*Questions orales*

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je ne suis pas en mesure de répondre maintenant à cette question.

\* \* \*

### LA LOI SUR LA SAISIE-ARRÊT ET LA DISTRACTION DE PENSION

#### LE RETARD DE LA PROCLAMATION

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Monsieur le Président, ma question est destinée au ministre de la Justice. La Chambre a adopté le projet de loi C-38 il y a quatorze mois, mais les parties II, III et IV n'en ont pas encore été proclamées. Quelle est la cause de ce retard anormal?

**L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice):** Monsieur le Président, les tribunaux sont en ce moment saisis d'un litige concernant cette mesure législative. Comme les députés le savent, le ministère de la Justice et les Communes ne sont pas d'accord sur la question de savoir si les députés et les employés des Communes sont visés par cette mesure. Cette situation a eu des répercussions sur la proclamation générale de la loi. Un procès est en cours que je ne peux pas commenter et j'espère que cette affaire sera réglée bientôt par les tribunaux ou sinon, autrement. Peut-être devrions-nous préciser les dispositions de cette loi. Il se pourrait que je consulte le leader du gouvernement à la Chambre et mon collègue de l'opposition qui est la critique en cette matière d'ici à une semaine ou deux pour voir si nous pouvons nous entendre sur des précisions législatives et pour ne pas laisser traîner plus longtemps ce spectacle que les Canadiens pourraient trouver peu édifiant.

#### LES AUTEURS DE L'OPPOSITION À LA PROCLAMATION

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Monsieur le Président, étant donné que certaines parties du projet de loi ont été adoptées à l'unanimité et qu'il y a eu une certaine unanimité à toutes les étapes de son adoption, le ministre de la Justice voudrait-il nous expliquer si ce sont les députés ou les sénateurs qui s'élèvent contre la proclamation du projet de loi, ou si l'objection vient des fonctionnaires de la Chambre?

**L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice):** Monsieur le Président, j'ignore si des députés prennent position sur cette question. La principale difficulté est que les fonctionnaires de la Chambre, se fondant peut-être sur la tradition de l'immunité parlementaire à l'égard de diverses lois, ont jugé que les députés et les employés du Parlement ne devaient pas être touchés. Je ne veux pas dire que la question n'a pas d'importance. Le fait est que les députés avaient une idée en tête quand la loi a été adoptée. La mesure se heurte maintenant à ces difficultés qui, je suis entièrement d'accord avec le député, doivent être dissipées au cours des prochaines semaines.

### LE COMMERCE

#### L'INEFFICACITÉ DE LA LOI ANTI-DUMPING

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. On peut très bien l'adresser au ministre du Commerce, mais je crois que c'est le ministre du Revenu national qui s'en occupe. Comment peut-on obtenir au Canada le genre de reprise économique que tout le monde juge nécessaire alors que le Tribunal anti-dumping et la loi anti-dumping ne sont pas du tout efficaces, alors que le secteur sidérurgique est déjà soumis aux pressions énormes d'au moins 12 autres pays du monde et que la conséquence de ce dumping est une augmentation du chômage et une baisse de la productivité? Quand y aura-t-il au Canada une loi protégeant nos fabricants contre la loi actuelle qui est totalement insuffisante?

[Français]

**L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, le député devrait savoir, premièrement, que la politique relative à la législation antidumping relève du ministre des Finances. Deuxièmement, il devrait également savoir qu'il y a eu à l'étude depuis les deux dernières années des amendements possibles à la loi qui gouverne le dumping; et, troisièmement, que régulièrement le ministre du Revenu national répond aux demandes d'enquête antidumping de plusieurs secteurs de l'industrie canadienne, savoir le secteur de l'acier, celui de la machinerie lourde, et ainsi de suite. Nous faisons les enquêtes le plus rapidement possible. Nous faisons des déterminations préliminaires assez régulièrement, et nous essayons de le faire le plus efficacement possible.

[Traduction]

#### LE PRIX DES AUTOMOBILES IMPORTÉES DE RUSSIE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Comment une voiture Lada peut-elle se vendre \$12,000 à Moscou et moins de \$6,000 au Canada?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, si l'accusation du député est fondée, il y a moyen de régler le problème. Le ministre du Revenu national a déclaré que l'on peut porter plainte au Tribunal anti-dumping sur le problème à étudier. Un certain nombre de produits ont été étudiés et le gouvernement a pris des dispositions pour neutraliser le dumping. Nous prenons chaque année des mesures à cet effet. Si le député a une plainte à faire, il devrait la déposer au Tribunal anti-dumping.

En ce qui concerne les problèmes de l'industrie sidérurgique, je conseille au député d'adopter le projet de loi sur le tarif du Nid-de-Corbeau qui permettrait à ce secteur d'obtenir des commandes, ce qui aiderait beaucoup les aciéries de la région de Hamilton.